



POUR QUE CESSE LA CRIMINALISATION DES PERSONNES LGBT

La criminalisation des LGBT menace leur accès à la santé et bafoue les droits humains !

TABLE DES MATIÈRES

La criminalisation des LGBT menace leur accès à la santé et bafoue les droits humains !.....	3
Géopolitique de l’homophobie, homophobie politique :	3
Les LGBT exclu·e·s de la santé :	5
Le Fonds Mondial, acteur clé contre les LGBTphobies	6
Le PASCO aux côtés des HSH et des personnes transgenres	8

POUR QUE CESSE LA CRIMINALISATION DES PERSONNES LGBT

LA CRIMINALISATION DES LGBT MENACE LEUR ACCÈS À LA SANTÉ ET BAFOUE LES DROITS HUMAINS !

À travers le monde, les lesbiennes, gay, bi et trans continuent de faire l'objet de discriminations, persécutions et violences. 69 états ont actuellement des lois qui pénalisent l'homosexualité par l'emprisonnement, voire la peine de mort. Ces contextes hostiles constituent des atteintes graves aux droits humains, fragilisent les LGBT et entravent leur accès à la santé.

Chaque 17 mai se tient la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie¹. Cette journée, lancée au niveau international en 2005 par l'activiste français Louis Georges-Tin, soit quinze ans après la date de retrait de l'homosexualité des maladies mentales de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), est l'occasion de mener des actions de sensibilisation et de visibilité qui permettent d'attirer l'attention du grand public, des médias, des responsables politiques et des leader·euse·s d'opinion sur la situation des personnes lesbiennes, gay, bi, trans, intersexes. Actuellement, la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie est célébrée dans plus de 130 pays, dont 37 où les relations entre personnes de même sexe sont criminalisées.

Quelques années après le lancement de cette journée mondiale, 2011 a marqué une réelle avancée pour les droits des personnes LGBT. En effet, le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies a adopté la résolution 17/19 sur les droits humains, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, et quelque mois plus tard, dans cette même voie, le Haut-commissariat aux droits de l'homme (HCDH) a adopté son premier rapport sur les droits humains des personnes lesbiennes, gays, bissexuelles et transgenres. Par le biais de ce rapport, le HCDH a mis en lumière les violences et discriminations à l'encontre des LGBT dans toutes les régions du monde telles que « l'assassinat, le viol et les attaques physiques, la torture, la détention arbitraire, le déni des droits d'assemblée, d'expression et d'information, et la discrimination dans l'emploi, la santé et l'éducation », et a appelé les gouvernements à abroger toutes les lois qui discriminent les personnes en raison de leur identité de genre ou de leur orientation sexuelle.

GÉOPOLITIQUE DE L'HOMOPHOBIE, HOMOPHOBIE POLITIQUE :

À travers l'article « Géopolitique de l'homophobie »² paru dans le numéro 11 de la revue « Alternatives humanitaires » en juillet 2019, le chercheur Michel Maietta, introduit deux concepts ; celui de l'homophobie politique qu'il présente comme « une stratégie délibérée visant à faire des minorités sexuelles et de genre des boucs émissaires » adoptée par des responsables politiques et des personnalités influentes afin de détourner l'attention de l'opinion publique lors de moments propices à des revendications sociales : période électorale, scandale de corruption, crises économiques et sécuritaires. Durant ces périodes, les responsables politiques peuvent alors s'épancher en discours haineux à l'encontre des minorités sexuelles ou tenter de promouvoir des lois de criminalisations afin de séduire les franges conservatrices de la population, tout en exploitant une homophobie déjà présente au sein de la société. L'homophobie politique peut aussi servir à menacer, museler et décrédibiliser l'opposition ainsi que les organisations de la société civile œuvrant pour la défense des droits humains

¹ Site internet d'IDAHO : <https://may17.org/>

² « Géopolitique de l'homophobie » — Michel Maietta — Alternatives Humanitaires-Juillet 2019 : http://alternatives-humanitaires.org/wp-content/uploads/2019/07/AH_N11_4_Innovations_Maietta_VFR.pdf

et de la démocratie. L'homophobie géopolitique, quant à elle, peut être utilisée, aussi bien dans le cadre d'une stratégie de pouvoir nationale que régionale par des gouvernements afin de se positionner à l'encontre de valeurs culturelles impérialistes promues par les nations occidentales, en associant homosexualité et Occident. Selon l'auteur, ce type de stratégie consistant à utiliser l'homophobie politique à des fins géopolitiques, a été adoptée par la Russie, en perte d'influence sur les pays d'Europe de l'Est dont une grande partie a rejoint l'Union européenne, et par plusieurs états africains tels que le Nigéria, se présentant comme garant d'une « authenticité africaine » dans le cadre d'un rapport de force régional avec l'Afrique du Sud qui soutient les droits des LGBT.

Ce positionnement, porté notamment par la jeunesse³ de plusieurs pays africains, est paradoxal lorsqu'on sait que la plupart des lois qui pénalisent l'homosexualité sur le continent sont des héritages coloniaux⁴. Ainsi, en Angola, la loi de dépénalisation de l'homosexualité a pris effet en février dernier par l'introduction d'un nouveau code pénal angolais qui a, par la même occasion, introduit des clauses de non-discrimination basée sur l'orientation sexuelle. En plus d'amorcer un véritable changement pour les LGBT angolais·e·s, cet acte a une portée historique forte puisqu'il s'agit d'une part de supprimer une loi adoptée en 1886 sous l'emprise coloniale du Portugal, et d'autre part du premier changement apporté par le Parlement angolais au Code pénal depuis l'indépendance du pays en 1975.

Dans son article « L'homosexualité en Afrique : sens et variations d'hier à nos jours »⁵, le sociologue Charles Guebogo démontre la réalité historique de l'homosexualité existant sous différentes formes et pratiques en Afrique, bien avant l'arrivée des colons et qui se révèle être de plus en plus visible dans les sociétés africaines contemporaines. Selon le sociologue, durant la période coloniale, jusqu'à la période postcoloniale, les « *rites, mœurs, et coutumes {...} relatifs aux diverses formes de pratiques, homosexuelles, ont été longtemps combattus et déniés en Afrique* ». Aussi, l'auteur rappelle qu'après les déclarations d'indépendances, plusieurs pays africains ont copié les lois des anciennes puissances coloniales, et ont interdit et criminalisé l'homosexualité.

Une trentaine de pays africains pénalisent encore l'homosexualité. Parmi ceux-ci, le Burundi, le Cameroun, le Sénégal, le Togo et le Maroc, avec des peines qui vont de l'emprisonnement à la peine de mort pour 12 d'entre eux, dont le Nigéria ou la Mauritanie. Dans certains de ces pays, la religion joue un rôle dans cette criminalisation, notamment dans ceux où la loi islamique constitue une source de droit.

Des acteurs non étatiques tels que les mouvements évangélistes sont aussi très actifs dans la propagation de l'homophobie internationale, par le biais de campagnes d'influence sur les gouvernements. Cela a été le cas en Ouganda en 2014 avec l'adoption d'un projet de loi anti-LGBT résultant d'un travail de lobbying d'organisations évangéliques américaines, qui a finalement été retiré sous la pression de la communauté internationale et des organisations de défenses des droits des LGBT ougandaises.

Des avancées législatives récentes sont néanmoins à mettre en avant ; après l'Angola (janvier 2019), le Botswana (juin 2019) et le Gabon⁶ (juin 2020) ont rejoint les quelques pays d'Afrique subsaharienne qui ont dépénalisé les relations entre personnes de même sexe.

³ « On gay rights, young Africans share the intolerance of their elders » : <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2021/03/06/on-gay-rights-young-africans-share-the-intolerance-of-their-elders>

⁴ « Les lois homophobes sont souvent l'héritage de la colonisation » – Interview de Louis-Georges Tin dans Libération-Décembre 2008 https://www.lemonde.fr/societe/article/2008/12/19/les-lois-homophobes-sont-souvent-l-heritage-de-la-colonisation_1133275_3224.html

⁵ « « L'homosexualité en Afrique : sens et variations d'hier à nos jours », Charles Guebogo- 2006 : <https://journals.openedition.org/socio-logos/37>

⁶ « Le Gabon dépénalise l'homosexualité » — France Info- 24 juin 2020 : https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/le-gabon-depenalise-l-homosexualite_4019921.html

Cependant avec l'épidémie de Covid-19, les LGBT ont été particulièrement fragilisé·e·s par des pertes de revenus et connaissent une plus grande exposition aux violences, ceux·elles-ci étant souvent pris comme boucs émissaires⁷ face à l'arrivée de l'épidémie, ou étant contraint·e·s de demeurer davantage dans leur sphère familiale sans espaces dans lesquels ils·elles peuvent vivre aisément leur vie privée, d'autres se retrouvant obligé·e·s de fuir. Tout récemment, des affaires médiatisées ont confirmé une recrudescence des violences au Cameroun. Ainsi, Shakiro et Patricia, deux femmes trans ont été arrêtées dans un restaurant et incarcérées pour homosexualité et outrage privé à la pudeur⁸. Des organisations de la société civile camerounaise comme Adefho (Association pour la défense des droits des homosexuels) par la voix de l'avocate Alice Nkom ont dénoncé ces arrestations, ainsi que des organisations internationales comme le Comité IDAHO France et Human Right Watch⁹.

LES LGBT EXCLU·E·S DE LA SANTÉ :

Le 17 mai 2016, la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie a eu pour thème la santé mentale et le bien-être. L'ONUSIDA s'est joint à cette mobilisation en publiant un communiqué. Tout en présentant les progrès encourageants pour les droits des LGBT tels que la dépénalisation de l'homosexualité au Mozambique (juin 2015) qui a eu lieu l'année précédente, ainsi que l'appel lancé par douze agences onusiennes à mettre un terme aux violences et discriminations à l'encontre des LGBTI, le programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA a rappelé les difficultés rencontrées par de nombreuses personnes LGBTI dans leur quotidien. En effet, celles-ci : « *vivent parfois dans la peur, dans l'isolement et sans pouvoir bénéficier de services de santé vitaux. La crainte de mauvais traitements ou d'une discrimination exercés par des agents de santé les empêche d'accéder aux services de dépistage et de traitement du VIH. De plus, un pourcentage élevé de personnes LGBTI est confronté à l'isolement et à la discrimination dans leur environnement social immédiat, ce qui nuit à leur santé mentale* »¹⁰. Dans cette même communication, l'ONUSIDA demande de ne « laisser personne de côté » en permettant un accès complet à des soins de santé de qualité, y compris aux soins de santé mentale, pour les personnes LGBTI.

Le 31 mars 2020, à l'occasion de la Journée mondiale de la visibilité Trans, l'Alliance globale des communautés pour la santé et les droits (AGCS PLUS) qui mène des actions en matière de lutte contre le VIH/Sida et de défense des droits des minorités dans dix pays d'Afrique francophones, a rappelé que l'accès à la santé est un droit fondamental dont les personnes transgenres continuent d'être privées. Par le biais d'un communiqué¹¹ publié dans le cadre de cette journée, l'AGCS PLUS a présenté des chiffres alarmants : la prévalence à l'infection à VIH dans la communauté trans serait de 21,9 % au Bénin et de 26,3 % en Côte d'Ivoire. L'alliance d'organisations de la société civile a aussi mis en évidence le fait que les personnes transgenres sont principalement bénéficiaires de programmes de lutte contre le VIH ciblant les hommes qui ont des relations sexuelles avec les hommes (HSH)¹², mais

⁷ « On m'a accusé d'avoir apporté la pandémie au Sénégal, une punition de Dieu pour mon homosexualité » — Le Monde Afrique, 24 juillet 2020 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/24/on-m-a-accuse-d-avoir-apporte-la-pandemie-au-senegal-une-punition-de-dieu-pour-mon-homosexualite_6047219_3212.html

⁸ « Au Cameroun, l'homophobie continue de faire des victimes » — 23 février 2021 : <https://www.france24.com/fr/afrique/20210223-au-cameroun-l-homophobie-continue-de-faire-des-victimes>

⁹ « Cameroun : Vague d'arrestations et abus à l'encontre de personnes LGBT » - Human Right Watch-14 avril 2021 : <https://www.hrw.org/fr/news/2021/04/14/cameroun-vague-d-arrestations-et-abus-lencontre-de-personnes-lgbt>

¹⁰ Déclaration à la presse – ONUSIDA- 17 mai 2016 : https://www.unaids.org/fr/resources/presscentre/pressreleaseandstatementarchive/2016/may/20160517_IDAHO_T

¹¹ « Mobilisons-nous pour les droits à la santé des personnes transgenres » — Coalition PLUS : https://www.coalitionplus.org/agcs-transidentite-mobilisons-nous-pour-les-droits-a-la-sante-des-personnes-transgenres/#_ftn1

¹² Le sigle HSH « désigne tous les hommes qui ont des rapports sexuels avec d'autres hommes, sans tenir compte du fait qu'ils se reconnaissent comme hétérosexuels, bisexuels ou homosexuels » (Sidaction)

ceux-ci ne prennent pas en compte les spécificités des transidentités. En plus de subir l'exclusion sociale qui peut pousser à des problèmes de santé mentale voire au suicide, les personnes transgenres font l'objet de violences psychologiques, économiques et physiques qui peuvent même être vécues dans les infrastructures de santé. Ainsi selon l'AGSC, qui se réfère à une étude sur l'accès aux soins et à la prévention des personnes transgenres menée par le Sidaction, au Cameroun 51 % des répondant-e-s, ont eu à subir une rupture de confidentialité sur leur identité de genre, leur orientation sexuelle ou leur statut sérologique. 42 % ont déclaré avoir été victimes d'un refus de soin. Enfin, l'alliance émet des recommandations pour un meilleur accès aux soins de qualité aux personnes transgenres telle que la promotion et la mise en place de stratégies de prévention ciblant spécifiquement les personnes transgenres, une offre de soin adaptée à la cible des personnes transgenres (dont accès à la santé mentale et endocrinologie), des actions de sensibilisation au respect des droits humains et des formations sur les transidentités.

En ce qui concerne les femmes qui ont des relations sexuelles avec les femmes, la toute première enquête sur les « Pratiques sexuelles et besoins en santé sexuelle et reproductive des lesbiennes, bissexuelles, *queers* et femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes (LBQFSF) en Afrique Francophone subsaharienne »¹³ publiée en février 2015 par le *Queer African Youth Network* (QAYN) présente des constats et recommandations qui mettent en lumière une invisibilisation criante des LBQFSF¹⁴. Cette enquête a été menée au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun et au Togo auprès de 250 femmes LBQFSF dont l'existence est ignorée, mais dont les besoins en santé sexuelle et reproductive sont bien présents. En effet, le rapport rappelle que les filles et les femmes sont par exemple plus exposées au VIH sur le plan biologique, mais aussi au niveau social du fait du système patriarcal et des inégalités de genre qui limitent le pouvoir des femmes et leurs décisions surtout en ce qui concerne leur sexualité. Dans le cas des LBQFSF, les résultats montrent dans un contexte africain, la complexité des pratiques qui existent et le caractère mouvant des trajectoires, expériences et orientations sexuelles ou de l'identité de genres non figées des personnes ayant répondu aux questions. L'enquête révèle par exemple des pratiques bissexuelles largement répandues dans un environnement où le système patriarcal structure le modèle familial et où mener une vie hétérosexuelle permet de maintenir un lien familial, éviter le rejet et la stigmatisation. Le rapport se termine sur des messages d'alerte adressés aux acteurs de la santé publique en insistant sur l'urgence à sortir de la théorie afin d'avoir une démarche plus inclusive, qui prend en compte cette complexité, l'impact du genre, de la sexualité et même du système de classe sur la santé sexuelle et reproductive des LBQFSF ; et de définir des politiques de santé plus adaptées à leurs besoins spécifiques.

LE FONDS MONDIAL, ACTEUR CLÉ CONTRE LES LGBTPHOBIES

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme¹⁵ est un instrument financier basé sur le partenariat international entre des gouvernements, la société civile, les acteurs privés et les communautés touchées par les maladies qui a pour objectif d'attirer et décaisser des fonds pour la prévention et l'accès aux traitements du sida, de la tuberculose et du paludisme. Chaque année, le Fonds mondial mobilise et investit plus de 4 milliards de dollars US pour appuyer des programmes dirigés par des spécialistes locaux dans une centaine de pays. En 2019, plus de 20 millions de personnes ont bénéficié d'un traitement antirétroviral contre le VIH dans les pays où le Fonds mondial apporte des financements.

¹³ « Pratiques sexuelles et besoins en santé sexuelle et reproductive des lesbiennes, bissexuelles, queers et femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes (LBQFSF) en Afrique Francophone subsaharienne » : https://plateforme-elsa.org/wp-content/uploads/2015/05/QAYN_rapport_sante_sexuelle_LBQFSF_2015_LD.pdf

¹⁴ LBQFSF : Lesbiennes, bissexuelles, queer et femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes

¹⁵ Site du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose, le paludisme : <https://www.theglobalfund.org/fr/>

Dans le cadre de sa stratégie, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme désigne par le terme « populations clés »¹⁶ les groupes de la population les plus touchés par une des maladies et voyant leur accès aux services de santé être entravé à cause de la marginalisation et des discriminations. D'après le Fonds mondial, l'exclusion sociale, la criminalisation des comportements et des pratiques rendent ces groupes plus vulnérables et susceptibles d'être contaminés par ces maladies. Sont comptés parmi ces « populations clés » : les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes (HSH)¹⁷, les personnes transgenres (plus particulièrement les femmes transgenres), les travailleur·euse·s du sexe, les usager·e·s de drogues, les personnes vivant avec le VIH, les personnes incarcéré·e·s. Ainsi, selon ONUSIDA, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH) auraient 26 fois plus de risque d'être contaminés par le VIH/Sida que le reste de la population générale, et les personnes transgenres 13 fois plus.

Par le biais de ses financements, le Fonds Mondial cible les populations clés dont les HSH et préconise à ses partenaires d'adapter leurs services aux besoins spécifiques de ces communautés, d'investir dans des programmes qui s'attaqueraient aux causes sous-jacentes des discriminations dont elles font l'objet en les faisant participer à l'élaboration, la mise en œuvre et la surveillance des services de santé les ciblant ainsi qu'aux décisions politiques qui concerne leur accès à la santé. C'est ainsi que depuis 2013, le Fonds mondial a rendu obligatoire la présence de représentant·e·s de populations clé au sein d'instance de coordination nationale, les ICM ou CCM (Country Coordinating Mechanism). Ces instances de coordination ont entre autres pour mission de présenter, au nom de leur pays, des demandes de financements au Fonds mondial et d'assurer le suivi stratégique des subventions allouées.

Aussi, la promotion et la protection des droits humains et de l'égalité de genre font partie des 4 objectifs stratégiques du Fonds mondial, qui n'hésite pas à se positionner publiquement contre les lois qui criminalisent les personnes LGBT. En 2014, en réaction à une loi de pénalisation des LGBT adoptée au Nigéria, l'ONUSIDA et le Fonds mondial ont fait une déclaration conjointe¹⁸ pour rappeler l'impact de cette criminalisation sur la riposte au VIH/Sida et sur les droits humains. Le Fonds mondial et l'ONUSIDA ont aussi appelé les gouvernements à protéger les droits humains, à abolir les lois qui criminalisent l'homosexualité, à mettre en place des lois de protection des LGBT, à mener des campagnes de lutte contre l'homophobie et la transphobie et à s'assurer que ces communautés aient accès à des services de santé qui répondent à leurs besoins spécifiques.

Face à une épidémie d'ampleur telle que le VIH qui touche de plein fouet certaines communautés marginalisées, dont les personnes transgenres et les HSH, face à la nécessité d'avoir une réponse et des soins adaptés à leurs besoins spécifiques, des organisations de lutte contre le VIH rappellent régulièrement la nécessité d'augmenter les financements internationaux contre le VIH/Sida dans le cadre des moments de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le VIH.

Ainsi, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie en 2019, à quelques mois de la conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Hakima Himmich, présidente de la Coalition plus (Union internationale d'organisations communautaires de lutte contre le sida et les hépatites) et présidente fondatrice de l'association de lutte contre le VIH/Sida, ALCS Maroc tirait la sonnette d'alarme : « *Nos espoirs reposent sur le Fonds mondial, la seule institution internationale qui finance l'accès à la prévention, aux soins et aux droits*

¹⁶ Populations clés – Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme : <https://www.theglobalfund.org/fr/key-populations/>

¹⁸ « L'ONUSIDA et le Fonds mondial s'inquiètent vivement de l'impact de la nouvelle loi adoptée au Nigéria qui affecte la riposte au sida et les droits humains des membres de la communauté LGBT » -14 janvier 2014 : <https://www.unaids.org/fr/resources/presscentre/pressreleaseandstatementarchive/2014/january/20140114nigeria>

pour les populations les plus vulnérables au sida, même dans les pays où elles sont criminalisées. On ne pourra pas développer ces programmes indispensables pour en finir avec l'épidémie sans financements supplémentaires »¹⁹.

LE PASCO AUX CÔTÉS DES HSH ET DES PERSONNES TRANSGENRES

La République démocratique du Congo n'a pas de loi pénalisant l'homosexualité à proprement parler. En effet, le Code pénal (1940) de la RD Congo ne contient aucune disposition interdisant les actes sexuels entre adultes consentants de même sexe. Cependant, l'article 176 de ce Code — qui criminalise les activités contraires aux bonnes mœurs — a déjà été utilisé comme base juridique pour criminaliser les personnes LGBT²⁰. C'est pour cette raison que le Comité des droits de l'homme des Nations unies a exprimé son inquiétude à ce sujet, a demandé au gouvernement de veiller à ce que personne ne soit poursuivi et a recommandé de promulguer une législation antidiscrimination qui inclue l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Cependant l'absence de pénalisation n'épargne pas les LGBT des prêches homophobes proférés par certains acteurs religieux, de la stigmatisation et de l'exclusion sociale, de la peur du rejet par la sphère familiale, ainsi que de l'homophobie au sein du corps médical²¹. Pour rester debout face à ces situations, des initiatives sont menées par des organisations de la société civile et des personnes directement concernées. Ainsi, dans la vidéo « *Bringing out the voices of LGBTI youth in Kinshasa, Democratic Republic of Congo/Faire entendre la voix des jeunes LGBTI à Kinshasa, en République démocratique du Congo*²² » mise en ligne en 2016, Patou Izai, activiste LGBTI à Kinshasa présente son parcours de *coming out* à sa famille et à la création de l'organisation Jeunialissime²³ qui utilise le pouvoir de la radio pour sensibiliser le grand public et faire avancer les droits des LGBTI.

C'est dans cette même volonté d'agir pour faire changer les choses malgré les obstacles que l'ONG PASCO agit pour que les populations clés, dont les hommes (HSH) qui ont des relations sexuelles avec des hommes et les personnes transgenres bénéficient d'un meilleur accès à la santé. En effet, le Rapport national de suivi de la riposte au VIH/Sida de la RD Congo, paru en octobre 2020²⁴, inclut les HSH et les personnes transgenres dans les "populations clés". Selon ce rapport, la prévalence du VIH chez les hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes serait de 7,1 % contre 0,8 % pour les Congolais·e·s âgé·e·s de 15 à 49 ans. Il n'y a pas de données solides concernant les personnes transgenres, le rapport mentionne des études en cours en RDC qui permettraient de remédier à ces lacunes.

PASCO²⁵ (Parlons Sida aux Communautés) est une organisation non gouvernementale créée en 2003 par le psychologue Michel Lay Mayamba. PASCO intervient dans le domaine de la santé, de la lutte contre le VIH/Sida, les IST et la tuberculose, l'éducation et la lutte contre la pauvreté. PASCO mène des actions dans 9 provinces sur 24 en RD Congo. Les interventions de l'ONG dans les domaines de

¹⁹ « Combattre l'homophobie pour vaincre le sida : une urgence ! » - Coalition PLUS :

<https://www.coalitionplus.org/combattre-lhomophobie-pour-vaincre-le-sida-une-urgence-%EF%BB%BF/>

²⁰ « State-Sponsored homophobia – Global legislation overview update » - ILGA World :

https://ilga.org/downloads/ILGA_World_State_Sponsored_Homophobia_report_global_legislation_overview_update_December_2020.pdf

²¹ « LGBT à Kinshasa et au Congo: état des lieux », Yannick Hustache- Point Culture- 19 juillet 2017 :

https://www.pointculture.be/magazine/articles/focus/lgbt-kinshasa-et-au-congo-etat-des-lieux/?display_splash=1

²² Bringing out the voices of LGBTI youth in Kinshasa, Democratic Republic of Congo :

https://www.youtube.com/watch?v=UrK_OiSciZo&t=182s

²³ Site internet de Jeunialissime : <https://issuu.com/jeunialissime>

²⁴ Rapport national de suivi de la riposte au VIH/Sida- Programme National Multisectoriel de Lutte contre le Sida- Octobre 2020 : <https://pnmls.cd/Documentation/uploads/RAPPORT%20GAM%202020%20-%20FINAL%2018112020.pdf>

²⁵ Site internet de PASCO : <http://www.pascordc.org/index.php>

la lutte contre le VIH et la tuberculose ciblent le milieu scolaire et les populations clés, dont les HSH (hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes) et les personnes transgenres. PASCO a pour partenaires des acteurs belges de la mouvance progressiste tels que les Mutualités Socialistes, les Femmes Prévoyantes Socialistes, la FGTB Wallonne et très prochainement Solsoc.

Michel Lay Mayamba, coordonnateur national de PASCO a répondu aux questions de Solsoc.

Solsoc : Pour quelles raisons PASCO a-t-elle fait le choix de cibler les HSH et les personnes transgenres à travers ses actions ?

M. L.M. : Avant de créer PASCO, j'ai travaillé avec Médecins Sans Frontières Belgique où j'ai acquis de l'expérience auprès de ces communautés. Nous avons choisi de cibler celles-ci, car elles subissent des stigmatisations et des discriminations qui entravent leur accès aux soins du VIH et de la tuberculose, alors qu'elles y sont les plus exposées. Selon notre rapport global de 2020, 7 026 HSH ont été sensibilisés dans le cadre de nos actions, 6 380 dépistés, 219 déclarés séropositifs. 644 personnes transgenres ont été sensibilisées, 556 ont été dépistées et 15 ont été déclarées séropositives. Plusieurs barrières doivent encore être levées pour améliorer l'accès aux services de soins des personnes transgenres et des HSH.

Solsoc : Quelles sont les actions menées par PASCO à destination des HSH (hommes qui ont des relations sexuelles avec les hommes) et des personnes transgenres ?

M. L.M. : PASCO accompagne sur le plan institutionnel des organisations communautaires qui ciblent les HSH et les personnes transgenres. L'ONG mène des activités de sensibilisation et de prévention contre le VIH et la tuberculose à destination de ces communautés et facilite la prise en charge et l'accès aux traitements pour des HSH et personnes transgenres séropositif-ve-s ou atteint-e-s de tuberculose.

Solsoc : Quel a été l'impact de la Covid-19 sur les populations clés que vous accompagnez ? Sur les activités de PASCO ?

M. L.M. : L'impact de la Covid-19 a été très négatif sur une partie des bénéficiaires qui sont habituée-s à gagner leur vie par le travail de nuit. Le confinement et les couvre-feux ont freiné brutalement leurs activités. Il y a donc eu une perte de ressources et une précarisation de ces communautés. Concernant PASCO, toutes nos activités nocturnes ont eu lieu en journée avec pour conséquence une réduction de l'utilisation de nos services. Nous avons fait en sorte d'adapter nos activités de terrain en tenant compte de cette nouvelle réalité sanitaire tout en respectant scrupuleusement les gestes barrières.

Solsoc : Quel rôle joue le Fonds Mondial dans l'accès à la santé pour le HSH et LGBT en RDC et dans la lutte contre les discriminations à leur rencontre ?

M. L.M. : Le Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme finance actuellement des activités de plaidoyer autour des questions de genre et de droits humains auprès des responsables politiques et des autorités administratives, pour permettre à ces communautés un meilleur accès à la santé et aux soins liés au VIH et à la tuberculose, tout en luttant contre les discriminations.

Solsoc : Pensez-vous que ce contexte de discriminations va évoluer ?

M. L.M. : Oui, des actions de plaidoyer de haut niveau ont lieu actuellement. Elles ciblent les responsables politiques du pays à différents niveaux. Cette dynamique aura pour impact prochain une meilleure acceptation des LGBT par ceux qui continuent à les rejeter.

Solsoc : Quels sont les messages que vous aimeriez adresser aux responsables politiques congolais·e·s ?

M. L.M. : Je leur dirais de respecter les engagements qu'ils·elles prennent vis-à-vis des partenaires internationaux. C'est le cas par exemple, du financement domestique pour la lutte contre le VIH/Sida qui en principe devrait suppléer le financement du Fonds mondial et ceux des autres bailleurs de fonds.

Solsoc : Quels sont les messages que vous aimeriez adresser aux responsables politiques belges et européen·ne·s ?

M. L.M. : Je leur dirais de continuer à nous soutenir en renforçant davantage l'aide aux organisations congolaises.

À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie, la biphobie et la transphobie, Solsoc demande aux responsables politiques belges et européen·ne·s de se mobiliser :

- Pour que cesse la criminalisation des LGBT par les États
- Pour que cessent les discriminations et violences à leur encontre
- Pour la mise en place de politiques de santé inclusives qui prennent en compte les spécificités et les besoins de tou·te·s, quelle que soit l'identité de genre ou l'orientation sexuelle.

BIBLIOGRAPHIE :

- 1- « Géopolitique de l'homophobie » — Michel Maietta — Alternatives Humanitaires-Juillet 2019 : http://alternatives-humanitaires.org/wp-content/uploads/2019/07/AH_N11_4_Innovations_Maietta_VFR.pdf
- 2- « On gay rights, young Africans share the intolerance of their elders » : <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2021/03/06/on-gay-rights-young-africans-share-the-intolerance-of-their-elders>
- 3- « Les lois homophobes sont souvent l'héritage de la colonisation" – Interview de Louis-Georges Tin dans Libération-Décembre 2008 https://www.lemonde.fr/societe/article/2008/12/19/les-lois-homophobes-sont-souvent-l-heritage-de-la-colonisation_1133275_3224.html
- 4- « L'homosexualité en Afrique : sens et variations d'hier à nos jours », Charles Guebogo- 2006 : <https://journals.openedition.org/socio-logos/37>
- 5- « Le Gabon dépénalise l'homosexualité » — France Info- 24 juin 2020 : https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/le-gabon-depenalise-l-homosexualite_4019921.html
- 6- « "On m'a accusé d'avoir apporté la pandémie au Sénégal, une punition de Dieu pour mon homosexualité" —Le Monde Afrique, 24 juillet 2020 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/24/on-m-a-accuse-d-avoir-apporte-la-pandemie-au-senegal-une-punition-de-dieu-pour-mon-homosexualite_6047219_3212.html
- 7- « Au Cameroun, l'homophobie continue de faire des victimes » — 23 février 2021 : <https://www.france24.com/fr/afrique/20210223-au-cameroun-l-homophobie-continue-de-faire-des-victimes>
- 8- « Cameroun : Vague d'arrestations et abus à l'encontre de personnes LGBT » - Human Right Watch-14 avril 2021 : <https://www.hrw.org/fr/news/2021/04/14/cameroun-vague-darrestations-et-abus-lencontre-de-personnes-lgbt>
- 9- Déclaration à la presse – ONUSIDA- 17 mai 2016 : https://www.unaids.org/fr/resources/presscentre/pressreleaseandstatementarchive/2016/may/20160517_IDAHOT
- 10- « Mobilisons-nous pour les droits à la santé des personnes transgenres » — Coalition PLUS : https://www.coalitionplus.org/agcs-transidentite-mobilisons-nous-pour-les-droits-a-la-sante-des-personnes-transgenres/#_ftn1
- 11- « Pratiques sexuelles et besoins en santé sexuelle et reproductive des lesbiennes, bisexuelles, queers et femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes (LBQFSF) en Afrique Francophone subsaharienne » : https://plateforme-elsa.org/wp-content/uploads/2015/05/QAYN_rapport_sante_sexuelle_LBQFSF_2015_LD.pdf
- 12- Populations clés – Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme : <https://www.theglobalfund.org/fr/key-populations/>
- 13- « L'ONUSIDA et le Fonds mondial s'inquiètent vivement de l'impact de la nouvelle loi adoptée au Nigéria qui affecte la riposte au sida et les droits humains des membres de la communauté LGBT » -14 janvier 2014 : https://www.unaids.org/fr/resources/presscentre/pressreleaseandstatementarchive/2014/january/201401_14nigeria
- 14- « Combattre l'homophobie pour vaincre le sida : une urgence ! » - Coalition PLUS : <https://www.coalitionplus.org/combattre-lhomophobie-pour-vaincre-le-sida-une-urgence-%EF%BB%BF/>
- 15- « State-Sponsored homophobia – Global legislation overview update » - ILGA World : https://ilga.org/downloads/ILGA_World_State_Sponsored_Homophobia_report_global_legislation_overview_update_December_2020.pdf
- 16- « LGBT à Kinshasa et au Congo: état des lieux », Yannick Hustache- Point Culture- 19 juillet 2017 : https://www.pointculture.be/magazine/articles/focus/lgbt-kinshasa-et-au-congo-etat-des-lieux/?display_splash=1
- 17- « Bringing out the voices of LGBTI youth in Kinshasa, Democratic Republic of Congo » : https://www.youtube.com/watch?v=UrK_OiSciZo&t=182s
- 18- Rapport national de suivi de la riposte au VIH/Sida- Programme National Multisectoriel de Lutte contre le Sida- Octobre 2020 : <https://pnmls.cd/Documentation/uploads/RAPPORT%20GAM%202020%20-%20FINAL%2018112020.pdf>